



**Convention de financement entre le  
Centre Communal d'Action Sociale et  
L'Association Dijonnaise d'Entraide des Familles Ouvrières**

**Année 2024**

**Entre, d'une part,**

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Dijon, représenté par son Président en exercice dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 3 avril 2024, et par délégation Monsieur Antoine HOAREAU, Vice-Président, ci-après désigné « le CCAS de Dijon »,

**Et, d'autre part,**

L'Association Dijonnaise d'Entraide des Familles Ouvrières (ADEFO), représentée par sa présidente, Madame Christiane PERNET, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont les statuts ont été déposés en Préfecture de la Côte d'Or le 19 mai 1952 et dont le siège est situé 31 rue Auguste Blanqui à Dijon, ci-après désignée « l'Association ».

**ATTENDU**

qu'aux termes de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001, l'attribution d'une subvention à un organisme de droit privé doit être formalisée par une convention dès lors que le montant annuel de subventions atteint la somme de 23 000 €.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet de la convention**

Par la présente convention, le CCAS de Dijon s'engage à attribuer à l'Association une subvention destinée à financer une intervention auprès des publics présents en rue à proximité de la rue Sadi Carnot.

De nombreux attroupements en proximité du CHRS Sadi Carnot et de l'Intermarché Drapeau ont installé un climat pesant qui nécessite qu'une réponse soit apportée visant à :

- proposer aux personnes présentes dans ces attroupements, dans une logique préventive, de se projeter sur des activités suscitant des envies autres que la présence en rue ;
- restaurer un climat serein pour les habitants du quartier.

A cet effet, l'Association s'est engagée au cours du second semestre 2023 à proposer des activités variées aux publics présents sur lesdits attroupements, à encourager la mobilité de ses membres vers les sites où se sont déroulées ces activités portées par des professionnels du champ social.

Couplée aux fréquents passages de la police municipale, cette intervention de l'ADEFEO a eu pour effet de réduire les nuisances.

Une rencontre avec les riverains à la fin de cette période a permis de partager l'observation d'un effet positif de ces interventions, sans toutefois aboutir à éradiquer l'ensemble des constats initiaux posés.

La poursuite de ces interventions a ainsi été décidée sur le premier semestre 2024 autour d'orientations complémentaires :

- travailler avec les personnes occupant l'espace public, au-delà d'une inscription à des activités occupationnelles, dans le sens d'un retour à l'activité, en prenant appui sur des dispositifs existants (TAPAJ) ou à venir (Dispositif Premières Heures) ;
- opérer un rapprochement sensible avec les référents sociaux des publics présents au sein du groupe d'où proviennent les nuisances décrites par les riverains. Ce sont ces référents qui doivent favoriser l'accès à l'activité de ces publics ;
- raffermir avec la SDAT des relations de travail du quotidien permettant de proposer une palette de réponses plus large et complémentaire à destination des publics présents en rue, qu'ils soient hébergés ou pas.

## **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour la période allant de janvier à juin 2024.

## **Article 3 : Avenant**

La présente convention ne pourra être modifiée que par avenant signé par le CCAS de Dijon et l'Association.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

## **Article 4 : Montant de la subvention**

La subvention attribuée à l'Association par le CCAS de Dijon s'élève à la somme totale de 19 014,08 €.

## **Article 5 : Modalités de versement de la subvention**

La subvention sera mandatée selon l'échéancier suivant :

- 80 % soit la somme de 15 211,26 € dès que la présente convention sera devenue exécutoire,
- le solde (20%), soit la somme de 3 802,81 €, au vu de la transmission par l'Association à la Direction des ressources internes du CCAS de Dijon, du bilan financier définitif et du bilan quantitatif et qualitatif de l'action.

En cas d'excédent dégagé par l'Association sur les actions réalisées, le solde de la subvention pourra être diminué à hauteur de cet excédent.

La subvention sera créditée sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

## **Article 6 : Justificatifs**

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- ✓ Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- ✓ Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel,
- ✓ Le rapport d'activité.

## **Article 7 : Conditions d'utilisation de la subvention**

L'Association s'engage à utiliser la subvention conformément à son projet associatif et à l'objet défini à l'article 1.

Dans le cas contraire, Le CCAS de Dijon pourra ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant.

## **Article 8 : Autres engagements**

**8.1** La Ville de Dijon et son CCAS ayant obtenu, en 2018, le label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et le label Diversité, souhaite engager, dans cette dynamique, le tissu associatif local. Aussi, l'Association veillera, dans le cadre de son fonctionnement interne et dans le cadre des actions financées par la Ville et / le CCAS, à :

- respecter et faire respecter, le cas échéant, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- respecter et faire respecter, au delà de l'égalité professionnelle, toute forme d'égalité entre les femmes et les hommes (concernant par exemple la représentation au sein du bureau, l'accès à la pratique sportive, les dotations et récompenses sportives, l'accès aux droits, la nature du projet ou des activités proposés ...),
- promouvoir la diversité en prévenant toute forme de discrimination (discrimination fondée sur l'origine, l'âge, l'identité de genre, l'état de santé ou le handicap ...).

**8.2** La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, a institué le contrat d'engagement républicain. Son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, en détermine le contenu.

Conformément à la loi du 24 août 2021 précitée, l'Association, en souscrivant au contrat d'engagement républicain lors du dépôt de sa demande de subvention, s'engage :

- « 1° à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- 2° à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- 3° à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Comme le précise également le décret d'application susvisé, l'Association « en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site Internet, si elle en dispose ». Elle veille à ce que les engagements qu'elle a souscrits dans le contrat d'engagement républicain, soient respectés « par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles ».

Tout manquement aux engagements souscrits au titre dudit contrat, commis entre la date à laquelle la subvention a été accordée et le terme de la période définie par le CCAS en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'action subventionnée en cas de subvention

affectée, est de nature à justifier le retrait de cette subvention. Le retrait portera alors « sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement ». Les mêmes règles sont applicables aux subventions en nature.

#### **Article 9 : Contrôle du CCAS**

**9.1** Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le CCAS.

L'Association s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

**9.2** Le CCAS contrôle, à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2021-875 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations, le CCAS peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet éventuellement augmentés de l'excédent prévu à l'article 5 de la présente convention ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

#### **Article 10 : Litige**

En cas de litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnel.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera du ressort du tribunal administratif de Dijon.

#### **Article 11 : Information et communication**

L'Association s'engage à mentionner l'apport partenarial du Centre Communal d'action sociale pour toutes les opérations de communication intervenant dans le cadre de la présente convention.

L'utilisation du logo du Centre Communal d'Action Sociale est soumise à son accord préalable.

Fait en deux exemplaires originaux, à Dijon, le

Pour le Président  
Le Vice-Président du CCAS,

Pour l'ADEF0,  
La Présidente,

Antoine HOAREAU

Christiane PERNET